

Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française

Convention collective du 30 juin 2020 relative au remboursement des frais de transport du domicile au lieu de travail

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

§1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française.

§2. Par travailleurs, il faut entendre les ouvriers et employés, masculins et féminins.

CHAPITRE II : CADRE GENERAL

Article 2

Les parties signataires sont conscientes de l'importance de la mobilité. Dans ce contexte, tout sera mis en œuvre pour stimuler le recours à d'autres moyens de transport que la voiture privée, en promouvant les déplacements en commun et à vélo.

CHAPITRE III : INTERVENTION DANS LES FRAIS DE TRANSPORT

Article 3

En cas d'utilisation des transports en commun publics STIB, De Lijn ou TEC, les employeurs interviennent dans les frais de transport effectivement consentis par le travailleur à concurrence de 80 p.c. du prix de l'abonnement. Sauf cas particuliers, il est recommandé de privilégier les abonnements annuels.

Article 4

§1. En cas d'utilisation des transports en commun publics SNCB, les employeurs interviennent à concurrence de 80 p.c. de la carte train 2^{ème} classe.

§2. Depuis le 1^{er} juillet 2016, les employeurs sont tenus de conclure un contrat tiers payant avec la SNCB, et ce dans les limites de la réglementation applicable.

Article 5

§1. Conformément aux articles 4 et 13 de la convention collective du travail n° 19/9 du 23 avril 2019 du Conseil National du Travail, l'intervention dans les frais de transport en commun publics autres que les chemins de fer se fera, à partir du 1^{er} juillet 2020, dès le 1^{er} kilomètre. Le moyen de calcul de la distance recommandé sera le système viamichelin.be, mappy.be ou autres (en accord avec la délégation syndicale représentative dans l'entreprise ou à défaut les permanents).

§2. De plus, l'intervention à 80% des employeurs dans les frais de transports en commun publics est limité aux 60 premiers kilomètres séparant le lieu du domicile du travailleur de son lieu de travail. Au-delà, l'intervention légale est d'application.

Article 6

En cas d'usage combiné de transports en commun publics sur plusieurs réseaux différents (STIB, De Lijn, Tec, SNCB), l'intervention financière de l'employeur dans les frais de déplacement du travailleur est déterminée selon la somme des distances parcourues par le travailleur avec chaque moyen de transport en commun (individuellement).

Article 7

§1. Pour les déplacements effectués à vélo par le travailleur, les employeurs interviennent, à partir du premier kilomètre, à concurrence d'un montant de 0,24 EUR par kilomètre, pour le nombre de kilomètres effectués séparant le lieu du domicile du travailleur de son lieu de travail.

§2. Le montant de 0,24 EUR évolue concomitamment au montant maximum exonéré d'impôts fixé par l'article 38 § 1, 14° du Code des Impôts sur le Revenu 1992.

§3. L'utilisation du vélo peut être combinée à l'utilisation des transports en commun publics.

CHAPITRE IV : MODALITES D'APPLICATION

Article 8

L'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement du travailleur est liquidée :

- Directement au travailleur contre remise d'une preuve d'achat d'un abonnement pour les déplacements avec les réseaux STIB, De Lijn et TEC ;
- A la SNCB, dans le cas d'une convention de tiers payant ;
- Directement au travailleur, contre remise d'une déclaration sur l'honneur du nombre de kilomètres parcourus à vélo sur le mois écoulé. Le modèle de cette déclaration sur l'honneur se trouve jointe comme annexe 1 à la présente convention collective de travail.

Après signature, l'employeur met un exemplaire à disposition du travailleur.

Article 9

L'intervention de l'employeur dans les frais de transports en commun publics du travailleur ne s'envisage que si les transports en communs publics sont le moyen de transport habituel de celui-ci. A ce titre, l'employeur doit faire remplir et signer au travailleur une déclaration sur l'honneur, en deux exemplaires, par laquelle le travailleur certifie que le(s) moyen(s) de transport en commun public(s) pour le(s)quel(s) il fait une demande d'intervention soi(en)t bien celui(ceux) qu'il utilisera principalement pour se rendre sur son lieu de travail. Le modèle de cette déclaration sur l'honneur se trouve jointe comme annexe 2 à la présente convention collective de travail. Après signature, l'employeur met un exemplaire à disposition du travailleur.

Article 10

L'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement à vélo du travailleur peut être cumulée à l'intervention dans les frais de déplacements en transports en commun publics pour le même trajet.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 11

Les accords plus favorables au sein des entreprises restent d'application.

Article 12

La présente convention collective de travail remplace la CCT du 14 mars 2016 (n° 134120/CO/327.02, AR 15/04/2018, MB 08/05/2018) et entre en vigueur au 1^{er} juillet 2020. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Article 13

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par une lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire.

ANNEXE 1

Modèle de déclaration sur l'honneur concernant les déplacements à vélo

Article 8 de la CCT du 30/06/2020 relative au remboursement des frais de transport du domicile au lieu de travail de la SCP 327.02

Je soussigné(e),

Nom et prénom du travailleur :

Etant sous contrat de travail avec (nom de l'entreprise) :

Et travaillant à (lieu de travail du travailleur) :

Déclare dans le tableau ci-dessous les kilomètres parcourus à vélo en (mois et année) :

.....

Jour	Trajet aller	Trajet retour	Jour	Trajet aller	Trajet retour
1			17		
2			18		
3			19		
4			20		
5			21		
6			22		
7			23		
8			24		
9			25		
10			26		
11			27		
12			28		
13			29		
14			30		
15			31		
16					

Total des km du mois		x 0,24 €	=	€
----------------------	--	----------	---	---

Fait à en deux exemplaires, le .././....

Signature du travailleur :

ANNEXE 2

Modèle de déclaration sur l'honneur concernant les transports en commun publics utilisés

Article 9 de la CCT du 30 juin 2020 relative au remboursement des frais de transport du domicile au lieu de travail de la SCP 327.02

Nom et prénom :

Adresse :

Localité :

Nom de l'entreprise :

Je soussigné(e) déclare me rendre régulièrement au travail en utilisant les transports en commun publics suivants (1) :

- STIB (sur une distance de km)
- De Lijn (sur une distance de km)
- TEC (sur une distance de km)
- SNCB (sur une distance de km)

Je m'engage à signaler toute modification de moyen ou de distance de transport immédiatement à mon employeur susmentionné.

Fait à :, en deux exemplaires, le .././....

Signature du travailleur :

(1) Cocher les transports en commun publics utilisés.

**Paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen erkend door de Franse
Gemeenschapscommissie**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2020 betreffende de terugbetaling van de
vervoerskosten van de woonplaats naar de werkplaats*

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die vallen onder het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie.

§2. Onder "werknemers" verstaat men: het mannelijke en vrouwelijke arbeiders- en bediendepersoneel.

HOOFDSTUK II: ALGEMEEN KADER

Artikel 2

De ondertekenende partijen zijn zich bewust van het belang van de mobiliteit. In deze context zal alles in het werk worden gesteld om gebruik te maken van andere transportmiddelen dan de privéwagen door de verplaatsingen via het openbaar vervoer en per fiets te bevorderen.

HOOFDSTUK III: TEGEMOETKOMING IN DE VERVOERSKOSTEN

Artikel 3

Wanneer men gebruik maakt van het openbaar vervoer van de MIVB, De Lijn of TEC, dragen de werkgevers bij aan de vervoerskosten die daadwerkelijk zijn betaald door de werknemer voor 80 procent van de abonnementsprijs. Behalve in bijzondere gevallen is het aangeraden de voorkeur te geven aan jaarabonnementen.

Artikel 4

§1. Wanneer men gebruik maakt van het openbaar vervoer NMBS, betalen de werkgevers 80% van de treinkaart in 2^{de} klasse.

§2. Sinds 1ste juli 2016 moeten de werkgevers een derde betalerovereenkomst sluiten met de NMBS en dit binnen de grenzen van de reglementering die van toepassing is.

Artikel 5

§1. Overeenkomstig de artikelen 4 en 13 van de collectieve overeenkomst nr. 19/9 van 23 april 2019 van de Nationale Arbeidsraad, geldt de tegemoetkoming in de vervoerskosten openbaar vervoer andere dan de spoorwegen, met ingang van 1 juli 2020, vanaf de 1^{ste} kilometer. De aanbevolen manier om de afstand te berekenen zal het systeem viamichelin.be, mappy.be of een ander zijn (dit wordt afgesproken met de representatieve vakbondsafvaardiging in de onderneming of - indien er geen afvaardiging is - met de vrijgestelden).

§2. Bovendien is de tegemoetkoming van 80% door de werkgevers in de vervoerskosten met het openbaar vervoer beperkt tot de eerste 60 kilometer die de woonplaats van de werknemer scheiden van diens werkplaats. Vanaf 60 kilometer is de wettelijke tegemoetkoming van toepassing.

Artikel 6

Wanneer men gebruik maakt van meerdere openbare vervoersnetten (MIVB, De Lijn, TEC, NMBS), wordt de financiële tegemoetkoming van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemer bepaald door de som van de afstanden die de werknemer met elk openbaar vervoersmiddel (afzonderlijk) heeft afgelegd.

Artikel 7

§1. Voor de verplaatsingen die de werknemer per fiets doet, betalen de werkgevers vanaf de eerste kilometer een bedrag van 0,24 EUR per kilometer voor het aantal afgelegde kilometers die de woonplaats van de werknemer scheiden van diens werkplaats.

§2. Het bedrag van 0,24 EUR evolueert samen met het maximumbedrag dat is vrijgesteld van belastingen en dat is bepaald in artikel 38, §1, 14° van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

§3. Het gebruik van de fiets kan worden gecombineerd met het gebruik van het openbaar vervoer.

HOOFDSTUK IV: TOEPASSINGSMODALITEITEN

Artikel 8

De tegemoetkoming van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemer wordt betaald:

- Rechtstreeks aan de werknemer tegen voorlegging van een aankoopbewijs van een abonnement voor de verplaatsingen via de netten van de MIVB, De Lijn en TEC;
- Aan de NMBS, in het geval van een derde betalerovereenkomst;
- Rechtstreeks aan de werknemer tegen voorlegging van een verklaring op erewoord over het aantal kilometers dat per fiets werd afgelegd in de afgelopen maand. Het model van deze

verklaring op erewoord bevindt zich als bijlage 1 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Na ondertekening stelt de werkgever een exemplaar ter beschikking van de werknemer.

Artikel 9

De tegemoetkoming door de werkgever in de vervoerskosten van het openbaar vervoer van de werknemer wordt pas in overweging genomen wanneer het openbaar vervoer het gewone vervoermiddel van de werknemer is. Hiertoe moet de werkgever de werknemer een verklaring op erewoord laten invullen en ondertekenen in twee exemplaren, waarmee de werknemer verklaart dat het openbaar vervoermiddel of de openbare vervoermiddelen waarvoor hij een aanvraag tot tussenkomst indient, degelijk het middel is of de middelen zijn waarvan hij voornamelijk gebruik maakt om zich naar het werk te begeven. Het model van deze verklaring op erewoord bevindt zich als bijlage 2 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst. Na ondertekening stelt de werkgever een exemplaar ter beschikking van de werknemer.

Artikel 10

De tegemoetkoming van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemer per fiets kan gecombineerd worden met de tegemoetkoming in de kosten voor de verplaatsing met het openbaar vervoer voor hetzelfde traject.

HOOFDSTUK V: SLOTBEPALINGEN

Artikel 11

De gunstigste akkoorden binnen de ondernemingen blijven van toepassing.

Artikel 12

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de CAO van 14 maart 2016 (n° 134120/CO/327.02, KB 15/04/2018, BS 08/05/2018) en treedt in werking op 1 juli 2020. Ze wordt gesloten voor een onbepaalde duur.

Artikel 13

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité.

BIJLAGE 1

Model van verklaring op erewoord betreffende de verplaatsingen per fiets

Artikel 8 van de CAO van 30/06/2020 betreffende de terugbetaling van de vervoerskosten van de woonplaats naar de werkplaats van het PSC 327.02

Ik ondergetekende,

Naam en voornaam van de werknemer

heb een arbeidsovereenkomst met (naam van de onderneming);

ik werk te (werkplaats van de werknemer);

en geef in onderstaande tabel de kilometers aan die ik heb afgelegd in (maand en jaar):

.....

Dag	Heenreis	Terugreis	Dag	Heenreis	Terugreis
1			17		
2			18		
3			19		
4			20		
5			21		
6			22		
7			23		
8			24		
9			25		
10			26		
11			27		
12			28		
13			29		
14			30		
15			31		
16					

Totaalaantal km van de maand		x 0,24€		
		€	=	€

Opgemaakt te in twee exemplaren, op .././....

Handtekening van de werknemer:

BIJLAGE 2

Model van de verklaring op erewoord betreffende het gebruikte openbaar vervoer

Artikel 9 van de CAO van 30 juni 2020 betreffende de terugbetaling van de vervoerskosten van de woonplaats naar de werkplaats van het PSC 327.02

Naam en voornaam:

Adres:

Plaats:

Naam van de onderneming:

.....

Ik, ondergetekende, verklaar dat ik me regelmatig naar het werk begeef met de volgende openbare vervoermiddelen (1):

- MIVB (over een afstand van km)
- De Lijn (over een afstand van km)
- TEC (over een afstand vankm)
- NMBS (over een afstand van km)

Ik verbind me ertoe elke wijziging in het vervoermiddel of afstand dadelijk te melden aan bovengenoemde werkgever.

Opgemaakt te in twee exemplaren, op .././....

Handtekening van de werknemer :

(1) Het gebruikte openbaar vervoer aanvinken